

mesure que le Congrès a adoptée cet après-midi, et celles versées sur les exportations, comme le programme DISC que la Chambre des Représentants a adopté mardi dernier—si les États-Unis projettent de rapatrier l'industrie et de diriger notre économie en exerçant certaines pressions sur le marché dans la mesure où nous le permettrons, en vue de canaliser nos matières premières vers les centres urbains des États-Unis—si tel est le cas, monsieur l'Orateur, il m'apparaît très nettement que le bill fiscal à l'étude devra être révisé. Ce qu'il nous faut ce sont des mesures du type des méthodes américaines.

• (8.50 p.m.)

Le Canada doit protéger sa prospérité industrielle. Si les Américains veulent transformer le commerce mondial en un jeu de billes, il faudra, dans la mesure du possible, que le Canada s'adapte à cette situation. Plus que jamais ou, plus qu'il n'a été souhaitable de le faire dans le passé, nos lois fiscales devront servir à stimuler la fabrication, l'emploi et les exportations. Il nous faudra appliquer une politique «d'achat chez nous» tant à l'échelon du gouvernement que dans le secteur privé. Ce sont là des défis qu'il nous faut relever si notre enquête prouve que les intentions américaines sont ce qu'elles semblent être.

Une autre proposition qui a été faite à la Chambre, c'est que nous prenions des mesures de représailles contre les États-Unis en imposant une taxe d'exportation sur toutes les ressources qui s'en vont aux États-Unis. Cette mesure repose sur une fausse prémisse. Je rappelle les remarques qu'a faites il y a quelques jours le député de York-Sud (M. Lewis). Il a déclaré que nous devrions établir une taxe sur les exportations, que nous devrions nous rendre à Washington, non pas en mendiants, mais pour dire aux Américains qu'ils ont besoin à tout prix de notre pétrole, de notre gaz naturel et d'autres ressources. Il n'y a pas de doute que les États-Unis comptent beaucoup sur les ressources canadiennes, mais je prétends qu'ils n'en sont pas dépendants à ce point. Il y a une grande différence entre dépendre de et compter sur.

**Des voix:** Bravo!

**M. Kaplan:** Je voudrais parler de certaines ressources. On a dit que les États-Unis avaient absolument besoin de nos pâtes et papiers. Le fait est que la pulpe et le papier américains coûtent beaucoup moins cher que le produit canadien. Je suppose que c'est à cause de notre climat; il n'en reste pas moins que les Américains s'intéressent aux papeteries canadiennes sans doute à cause des problèmes syndicaux.

En deuxième lieu, on dit que les Américains ont absolument besoin de notre pétrole; jusqu'à quel point ceci est-il vrai? Il est arrivé que le pétrole du Moyen-Orient ait été importé aux États-Unis à \$1.50 de moins par baril que le pétrole canadien.

Pourquoi les Américains achètent-ils notre pétrole en payant \$1.50 de plus que pour le pétrole venant du Moyen-Orient? Ils l'achètent parce qu'ils considèrent qu'il est important de maintenir ce qu'ils appellent un approvisionnement continu. Si, par nos politiques, nous leur indiquons que nos exportations de pétrole seront fonction de ce que nous considérons une bonne conduite de leur part, je ne crois pas que nous jouirons pendant bien longtemps de ce marché protégé. Je ne crois pas que nous profiterons pendant bien longtemps de cette subvention. De toute façon, l'extraction du pétrole aux États-Unis n'est qu'une question de prix. Le baril étant à \$3 ou à \$3.10, ils pourraient transformer le schiste et le sable bitumineux

en pétrole. Leur dépendance vis-à-vis du pétrole canadien n'est pas énorme. Ils comptent dessus, mais ils peuvent s'en passer. Et le gaz naturel? C'est bien là le produit que le Moyen-Orient ne peut pas fournir.

**Une voix:** Demandez-le au NP.D.

**M. Kaplan:** Chez moi j'utilise le gaz naturel pour me chauffer, et j'en suis enchanté. Néanmoins, si je pouvais économiser un sou par unité, je me convertirais au chauffage au mazout. Il n'y a pas une seule industrie de premier plan dans ce pays qui n'est pas équipée pour utiliser soit le pétrole soit le gaz naturel comme combustible. C'est le prix de revient qui est déterminant. Naturellement, si nous décidions de stopper l'approvisionnement en gaz naturel des États-Unis le soir de Noël ou un autre soir de ce genre, nous pourrions peut-être faire pression sur eux, mais avancer que le gaz naturel est une ressource qui est absolument indispensable et qui ne vient que du Canada est ridicule.

La dernière ressource que j'inclurais c'est le nickel. Je pense avoir embrassé toutes les principales catégories. Il a été question de stopper l'approvisionnement en nickel des États-Unis. Autrefois, cela aurait pu marcher, mais il y a beaucoup d'autre nickel produit dans le monde. Une autre chose dont les défenseurs de la taxe à l'exportation ne se rendent pas compte c'est que notre production de nickel dépend de la quantité que nous vendons. Si nous n'avons pas de gros clients à l'étranger pour le nickel canadien, plus question d'exploiter le nickel. Ne pas exporter notre nickel étranglerait notre économie.

J'espère sincèrement que le gouvernement ne se laissera pas prendre par ces arguments en faveur d'une taxe à l'exportation, aussi attrayants politiquement qu'ils soient. Nous devons essayer de déterminer ce que les Américains ont l'intention de faire à notre égard et aussi déterminer les moyens de défense en notre possession. Nous devrions nous préparer en conséquence.

**M. D. R. Gundlock (Lethbridge):** Monsieur l'Orateur, le député de Don Valley (M. Kaplan) a commencé son discours en parlant d'une aventure sentimentale que le Canada aurait apparemment eue avec d'autres pays du monde et en particulier avec nos voisins du Sud. Plusieurs des discours que j'ai entendus, sur le bill C-259 et sur l'amendement à l'étude, me rappellent que l'aventure sentimentale des Canadiens avec le parti libéral a été plutôt éphémère. Nous avons, des années durant, prêté l'oreille aux discours du premier ministre nous annonçant que la société juste était à portée de main. Nous avons, pendant des années, entendu le premier ministre qui est le chef du parti libéral, nous dire qu'elle se concrétisait déjà.

**M. Faulkner:** Il n'a jamais dit cela.

**M. Gundlock:** Je reviendrai sur ce point tout à l'heure. Les débats qui se sont déroulés ici n'ont pas révélé que la société juste se soit concrétisée d'une façon ou sous une forme quelconques. Ce serait plutôt le contraire. Elle s'éloigne de nous assez rapidement pour que l'économie et les Canadiens eux-mêmes en soient découragés. Le député de Peterborough (M. Faulkner) a dit tout à l'heure que l'opposition n'avait jamais rien d'important à proposer.

**M. Faulkner:** Bravo!

**M. Gundlock:** Je suis heureux d'entendre cette exclamation dans la bouche de mon collègue. Je veux souligner à l'intention de la Chambre et du peuple canadien que les propositions concrètes qu'on a faites et les sentiments